

Zeitschrift: Études de Lettres : revue de la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne
Herausgeber: Université de Lausanne, Faculté des lettres
Band: 17 (1943)
Heft: 3

Artikel: La paix de Brest-Litovsk et ses conséquences
Autor: Stelling-Michaud, S.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-870025>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ÉTUDES DE LETTRES

Bulletin de la Société des Etudes de Lettres, N^o 54

LA PAIX DE BREST-LITOVSK ET SES CONSÉQUENCES

L'histoire de la paix de Brest-Litovsk, signée le 3 mars 1918 par les Empires centraux et par la Russie soviétique, est en général très peu connue. Ce n'est pas sans raison que l'historien anglais Wheeler-Bennett l'a dénommée, dans un ouvrage classique, « la paix oubliée ». Peu de gens, à l'époque, surent en apprécier la signification véritable et, dans les années suivantes, trop d'événements sollicitèrent les esprits pour qu'on s'intéressât encore à la paix de Brest-Litovsk.

Aujourd'hui, avec le recul d'un quart de siècle, Brest-Litovsk nous apparaît dans une toute autre perspective et nous sommes en mesure de mieux juger cette paix, puisque nous en connaissons toutes les conséquences. Brest-Litovsk représente une des étapes les plus importantes de l'histoire politique contemporaine. Cette paix est peut-être la plus importante qui ait été signée en Europe depuis le Congrès de Vienne. La paix du 3 mars 1918 a eu des répercussions plus profondes, bien que moins apparentes, que le traité de Versailles qui n'a été, en somme, que le contre-coup de Brest-Litovsk.

Pour comprendre le caractère particulier de cette paix, il faut commencer par la replacer dans l'ambiance des événements qui se sont déroulés entre les mois de février 1917 et de mars 1918. Ces événements ont donné son véritable caractère à la lutte qui déchirait alors le monde depuis plus de trois ans et qui devait reprendre, avec une violence accrue, vingt et un ans plus tard.

Jusqu'en 1917, la guerre s'était déroulée, en quelque sorte, selon le schéma classique des guerres de coalition du type « ancien régime ». Les impérialismes s'équilibraient sur les champs de bataille et se neutralisaient sur le plan politique ; la France, aidée de l'Angleterre, tenait tête à l'Allemagne qui, soutenue par l'Autriche, résistait à la Russie et à l'Italie. Aucune des grandes puissances n'avait subi des revers irréparables. Après les furieux combats du front de l'ouest, des hommes politiques modérés des différents pays belligérants s'aperçurent, au cours de l'hiver 1916-17, que la guerre n'avait en somme pas beaucoup de sens et qu'il était encore possible d'arrêter le conflit et de conclure une paix qui eût remis les choses à peu près en l'état précédent. C'est à quoi tendait, par exemple, la résolution en faveur de la paix qu'Erzberger fit voter par le Reichstag allemand le 12 juillet 1917. C'est également ce que désirait obtenir l'empereur Charles, lorsqu'il entama des négociations secrètes avec l'Entente par l'entremise des princes Sixte et Xavier de Bourbon. Les historiens se sont souvent demandé s'il eût été possible de conclure la paix en juillet 1917. Il est difficile de répondre à une telle question. Une chose paraît cependant certaine, c'est que, si la paix avait été signée à ce moment-là, elle eût probablement évité la liquidation de l'ancien régime et la chute des trois cours impériales de Saint-Pétersbourg, de Berlin et de Vienne, événements qui allaient précisément être provoqués par la continuation de la guerre et bouleverser complètement l'ancien ordre de choses en Europe. Avec l'année 1917, de nouveaux facteurs historiques surgirent, qui allaient modifier totalement le caractère de la guerre.

Deux événements surtout déterminèrent cette nouvelle orientation politique : la révolution russe et l'entrée en guerre des Etats-Unis, qui en fut une conséquence indirecte.

Ces deux événements modifièrent entièrement l'aspect moral du conflit. Jusqu'en 1917, la guerre n'avait pas eu un caractère idéologique. La nature des régimes des belligérants n'avait pas joué un rôle déterminant dans la formation des coalitions. L'alliance entre l'empire autocratique des tsars et la république

libérale de France n'avait, en somme, choqué personne. A partir du printemps 1917, la guerre — qui jusque là avait été essentiellement un conflit d'intérêts économiques — se transforma en une croisade des démocraties contre les régimes autocratiques des Empires centraux et leur allié, l'Empire ottoman. Le premier trône qui s'effondra sous la poussée révolutionnaire fut celui du tsar, le 12 mars 1917. Une semaine après l'abdication de Nicolas II, le président Wilson convoqua le Congrès à une session extraordinaire pour le 2 avril, afin de lui demander de déclarer l'existence de l'état de guerre entre les Etats-Unis et l'Allemagne. Pour obtenir l'adhésion des représentants du peuple américain, le président devait exalter une cause désintéressée et idéaliste, puisque les Etats-Unis ne poursuivaient aucun dessein de conquête en Europe ou hors d'Europe. Or, il était difficile au président Wilson de représenter la guerre comme une lutte contre l'impérialisme tant que l'un des alliés, et non le moins important, — la Russie — incarnait l'absolutisme oppresseur. Mais grâce à la chute du tsarisme, la guerre — que l'activité des sous-marins allemands contre la navigation américaine rendait par ailleurs inévitable — pouvait être proclamée au nom de l'idéal démocratique, devenu également celui du nouveau gouvernement russe. « Chaque Américain, déclara Wilson, ne sent-il point que notre espoir en la paix future a été renforcé par les événements merveilleux et réconfortants qui se sont déroulés en Russie ces dernières semaines?... L'autocratie prussienne n'est pas et ne pourra jamais être notre ami... Nous sommes heureux de combattre pour la liberté des peuples opprimés... »¹.

Les peuples opprimés ? Il n'en avait jamais été question avant 1917. En effet, comment les Alliés auraient-ils pu s'entre-mettre en leur faveur et promettre, par exemple, l'indépendance

¹ *The Public Papers of Woodrow Wilson. War and Peace*, New-York and London, 1927, t. I, pp. 12-13, B. E. SCHATZKY, *La révolution russe de février 1917 et les Etats-Unis d'Amérique* dans *Le Monde Slave*, Paris, 1928, t. III, pp. 353-376.

à la Pologne lorsqu'ils avaient partie liée avec la Russie tsariste ? Et comment auraient-ils pu encourager les Mazaryk et les Stefanik tant qu'ils caressaient l'idée d'une paix séparée avec les Habsbourg, paix dont la conclusion supposait le maintien du régime de la monarchie austro-hongroise ?

La révolution russe, et l'entrée en guerre des Etats-Unis, le 5 avril 1917, allaient permettre désormais aux Alliés de prêcher la croisade des démocraties contre les derniers vestiges de l'absolutisme en Europe. Les Alliés décidèrent alors de faire la guerre jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la chute des trônes et l'émancipation des nationalités asservies. En novembre 1918, les trônes s'écroulèrent en effet, marquant la fin d'une époque et faisant disparaître d'un coup, en Europe, en même temps que le jeune Empire allemand créé par les armes, le vieil Empire austro-habsbourgeois, fruit d'une longue évolution historique. La structure politique et sociale de l'avant-guerre fut brisée en Europe centrale et orientale, ce qui entraîna une rupture d'équilibre dans ce secteur particulièrement important du continent européen.

La révolution russe paraissait devoir, au début du moins, sous l'éphémère gouvernement libéral du prince Lvov et sous le régime socialiste de Kerensky, favoriser activement la lutte entre l'esprit « démocratique » et l'autocratie germanique. Les membres de ces deux gouvernements provisoires demandaient la continuation de la guerre et prêchaient l'offensive. Il en fut autrement dès que les bolcheviks eurent pris le pouvoir, après la révolution d'octobre ; leur premier souci fut de faire sortir la Russie de la guerre « capitaliste et impérialiste ». Cette défection n'était pas motivée par une dissension entre les Alliés et la Russie, mais par la situation intérieure de ce pays. L'impopularité de la guerre y était telle que la cessation immédiate des hostilités s'imposait. En janvier 1917 déjà — deux mois avant l'abdication du tsar — plus d'un million de déserteurs vagabondaient à l'arrière. Dans les premières semaines de la révolution de mars, l'armée russe se démobilisait d'elle-même malgré les efforts de Kerensky pour endiguer ce mouvement. Un seul cri montait des tranchées russes, de la Baltique à la mer Noire : *domoï* (à la

maison !). « Les soldats votent pour la paix avec leurs jambes », disait Lénine.

Le rapide succès des bolcheviks s'explique en grande partie par leur habileté à exploiter ces circonstances. C'est avec le slogan de « pain aux affamés, terre aux paysans, paix à tous » que Lénine, arrivé le 4 avril en Russie, commença la campagne en faveur de l'armistice tout en préparant le coup d'Etat qui devait assurer le pouvoir aux bolcheviks après la seconde révolution, à la fin d'octobre. Le 9 novembre 1917, le nouveau gouvernement soviétique publia un décret offrant une paix « équitable et démocratique » aux belligérants, c'est-à-dire — toujours selon les termes du décret — une paix « sans annexions de territoires étrangers, sans réunion de nationalités allogènes et sans indemnités »¹. Lénine avait inséré cette phrase dans l'espoir de modérer les revendications allemandes, car il pensait bien que le Reich, dont les armées avaient pénétré jusqu'à Riga et à Dvinsk, se montrerait exigeant. En convoquant une conférence générale pour la paix avec les Puissances centrales, Lénine pensait pouvoir obtenir de meilleures conditions qu'en cas de discussions séparées avec les Allemands et les Autrichiens. Enfin, et surtout, Lénine espérait, par une manifestation théâtrale en faveur de la paix universelle, consolider le régime communiste et lui donner, aux yeux du monde, une valeur symbolique.

Les Allemands et les Autrichiens n'hésitèrent pas à accepter cette fiction, le 28 novembre 1917, parce qu'ils savaient que l'Entente repousserait la proposition russe. La France, la Grande-Bretagne et l'Italie avaient effectivement adressé le 25 novembre, par l'entremise de Clémenceau, une protestation au commandant en chef de l'armée russe, le général Doukhonine, pour l'exhorter à « repousser tous pourparlers criminels et maintenir l'armée face à l'ennemi commun », car, en signant un armistice séparé sans l'aveu de ses alliés, la Russie violerait le pacte du 5 septembre 1914. Doukhonine, ayant donné à ses troupes

¹ *Le coup d'Etat bolchéviste (20 octobre - 3 décembre 1917), Recueil de documents traduits et annotés par Serge Oldenbourg.* Paris, Payot, 1929, n° 85, pp. 259-262.

l'ordre de continuer la lutte, fut destitué par le gouvernement soviétique et remplacé par l'enseigne Krylenko, soldat révolutionnaire, qui adressa, le 26 novembre, au nom du Soviet suprême, une demande d'armistice aux Pouvoirs centraux.

Pour ceux-ci l'heure était enfin venue où ils trouvaient dans la coalition alliée cette fissure qu'ils cherchaient depuis si longtemps. Cependant, au dernier moment, un scrupule saisit les responsables, dont le plus important était Ludendorff. Entrer en pourparlers avec les bolcheviks, qui voulaient détruire le régime capitaliste et la société bourgeoise, fondement du régime allemand, n'était-ce pas courir une aventure dangereuse ? Et que pouvait valoir la signature d'un Lénine ?

Le quartier-maître général des armées allemandes s'en ouvrit au général Hoffmann, chef d'état-major des armées allemandes sur le front russe, et lui demanda : « Peut-on traiter avec ces gens-là ? » Hoffmann, qui allait devenir l'un des principaux négociateurs de Brest-Litovsk, conseilla d'accepter l'offre des bolcheviks et de tirer des circonstances tout ce qu'elles pouvaient donner. C'est ainsi que, dans les vingt-quatre heures, la réponse affirmative du haut commandement allemand parvenait à Krylenko. Il fut convenu que les délégués se réuniraient le 2 décembre, à Brest-Litovsk, au Q.G. allemand sur le front oriental. L'Entente n'ayant pas répondu à l'invitation de Lénine et de Trotsky proposant à tous les peuples de participer aux pourparlers de paix, les Soviets rejetèrent sur les Puissances occidentales la responsabilité de la défection qu'ils préparaient. Cependant, ni les puissances de l'Entente ni les Américains ne rompirent les relations diplomatiques avec les autorités soviétiques. Avant même que fût expiré le délai de six jours imparti par les Soviets aux Alliés pour donner leur réponse, les pourparlers commencèrent entre les représentants du gouvernement russe et ceux des gouvernements allemand, austro-hongrois, bulgare et turc.

* * *

Deux mondes absolument opposés se rencontraient dans une des réunions les plus étranges de l'histoire moderne. Des diplomates raffinés, porte-parole du gouvernement le plus discipliné d'Europe, des représentants de la classe la plus réactionnaire du militarisme prussien s'asseyaient en face d'hommes qui, peu de mois auparavant, s'étaient glissés à travers l'Allemagne avec de faux passeports et qui incarnaient le régime le plus révolutionnaire que le monde ait jamais connu.

La délégation allemande comprenait le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères d'Allemagne, baron Richard von Kühlmann, Bavaïois et catholique, homme du monde et dialecticien subtil ; le personnage le plus important de la délégation était le général Max von Hoffmann, chef d'état-major de l'armée de l'Est et représentant du commandement en chef. L'Autriche était représentée par le comte Czernin, ministre des affaires étrangères du gouvernement impérial de Vienne, la Turquie par le Grand Vizir Talaat Pacha et son ministre des affaires étrangères ; les Bulgares avaient envoyé le ministre de la justice et deux ambassadeurs.

La délégation bolcheviste comprenait des membres actifs du parti communiste : A. Joffe, président, L. Karakhan, secrétaire, G. Kameniev, G. Sokolnikov, l'historien M.N. Pokrovsky, Madame Byzenko, qui avait fait dix-sept ans de bagne en Sibérie pour avoir, dans sa jeunesse, assassiné un ministre, des experts militaires et, en plus, un ouvrier et un paysan, représentants du peuple.

Les deux groupes étaient séparés par leur idéologie autant que par leur origine sociale. Les représentants des pouvoirs centraux parlaient le langage de l'ancienne diplomatie ; ils raisonnaient avec les vieux concepts de frontières stratégiques, de provinces cédées et d'avantages économiques. Les bolcheviks, eux, ne parlaient guère de frontières et de concessions territoriales. Le vocabulaire géographico-militaire ne les intéressait pas. Ils parlaient, en revanche, avec enthousiasme, de leur tâche qui était de conduire le prolétariat russe au bonheur et à la prospérité. Ils proclamaient hautement leurs projets de révolution

mondiale. Leur arme était la propagande. Aussi se montrèrent-ils prêts à céder des provinces entières s'ils pouvaient, à ce prix, soulever les classes ouvrières dans les Empires centraux et dans les pays de l'Entente pour réaliser leur plan de paix sociale et de dictature du prolétariat.

Une différence aussi radicale dans la mentalité et les buts à atteindre n'était pas faite pour faciliter les négociations, d'autant plus que les Allemands avaient hâte d'aboutir à un résultat, alors que les Russes, au contraire, cherchaient à gagner du temps.

L'Allemagne avait accepté la négociation dans l'espoir de pouvoir envoyer le plus tôt possible des troupes du front de l'Est au front de l'Ouest en vue de la grande offensive du printemps 1918, offensive sur laquelle elle fondait son ultime espoir. Aux yeux des Allemands, la négociation devait réussir. La Russie, pensaient-ils, était à la merci du vainqueur et ne pouvait opposer une plus longue résistance. L'occasion était trop belle pour l'Allemagne de réaliser les visées du *Drang nach Osten*, en étendant ses frontières vers l'Est et en englobant dans son Empire les Provinces baltes où la noblesse et une partie des classes moyennes étaient d'origine germanique. En outre, la perspective de pouvoir exploiter la « terre noire » d'Ukraine dont le blé permettrait de ravitailler l'armée et la population allemandes, réduites presque à la famine par le blocus des Alliés, augmentait encore son impatience. Si les Russes ne voulaient pas accepter les conditions faites par les Puissances centrales, l'offensive devait être reprise et la paix dictée à Pétrograd. Tel était le point de vue de l'état-major impérial allemand.

Celui du gouvernement était différent. Le Chancelier von Hertling, et particulièrement le secrétaire d'Etat Kühlmann, s'opposaient à cette politique trop grossière à leur avis. Ces deux hommes ne partageaient pas toutes les illusions du haut commandement allemand. Kühlmann doutait déjà, en décembre 1917, de la possibilité d'une victoire allemande et il pensait qu'il ne fallait pas espérer mieux qu'une paix de compromis. Pour le reste, il s'accordait avec les généraux. Les acquisitions territoriales à l'Est lui semblaient nécessaires, indispen-

sables, pour avoir, au moment des négociations de paix, des gages qui permettraient de sauver la situation à l'ouest en renonçant aux conquêtes orientales.

Pour les besoins des négociations, les Allemands et les Autrichiens firent cependant mine d'accepter le principe de la paix sans annexions ni indemnités, de même que le principe de la libre détermination des peuples. Mais ce n'était là qu'une fiction, car les Puissances centrales avaient l'intention bien arrêtée d'étendre leur domination sur des territoires appartenant à la Russie. Il s'agissait donc de trouver une formule qui permît de mettre ce programme annexionniste en harmonie apparente avec la doctrine des bolcheviks. C'est à quoi l'on passa les premières semaines. Kühlmann et Hoffmann soutenaient que ce n'était pas faire une annexion que de détacher de la Russie des provinces dont les populations ne désiraient pas rester russes. Et ils ajoutaient qu'en Pologne, en Lithuanie, en Courlande et en Livonie — occupées alors par les troupes allemandes — la volonté populaire s'était librement exprimée en faveur de l'indépendance ou du rattachement à l'Allemagne. C'est pourquoi les délégués allemands refusèrent aux Russes de faire un plébiscite dans les territoires occupés, sous prétexte que les populations s'étaient déjà déclarées spontanément pour le Kaiser. Cela se passait le 28 décembre. Le prince Max de Bade, Chancelier de l'Empire après Hertling, considère ce jour comme un mauvais jour pour l'Allemagne. Il écrit dans ses *Mémoires* : « Le 28 décembre, nous avons commis une faute irréparable. Nous avons donné au monde l'impression qu'en contradiction avec l'attitude russe, notre reconnaissance du principe de libre détermination des peuples n'était pas sincère, n'était qu'un simple paravent pour nos projets annexionnistes. »¹

Les Russes, de leur côté, ne se faisaient pas d'illusions sur l'Allemagne dont ils affectaient de croire qu'elle reprendrait ses frontières de 1914. S'ils tiraient la discussion en longueur, c'était beaucoup moins pour sauver des provinces — auxquelles

¹ Max von BADEN, *Erinnerungen und Dokumente*, Berlin, 1927, p. 191.

ils avaient déjà implicitement renoncé — que dans l'espoir de voir l'exemple de la révolution russe ébranler entre temps l'armée et le gouvernement de l'adversaire. Les délégués russes surent admirablement imposer leur politique de procrastination en provoquant des discussions à perte de vue qui exaspéraient le général Hoffmann et le comte Czernin, tous deux pressés d'aboutir à un résultat dans le plus bref délai.

Quant à Kühlmann, il savait que les Russes ne pouvaient plus reculer et que leur opposition, si violente fût-elle, était purement verbale. « Ils n'ont plus le choix de la sauce à laquelle ils se feront manger », déclara-t-il le jour où il vit reparaître la délégation soviétique, le 7 janvier 1918, après une interruption de dix jours dans les négociations.

Léon Trotsky, commissaire du peuple à la guerre, avait remplacé Joffe à la tête de la délégation. Trotsky continua durant six semaines, et avec une maîtrise incomparable, à tirer les choses en longueur tout en utilisant le quartier général allemand comme une estrade pour propager les idées communistes dans le monde, ce qu'il faisait en lançant, par messages sans fil, des appels aux prolétaires de tous les pays, les incitant à cesser la lutte et à se rallier à la révolution. Par un véritable tour de force, Trotsky obtint que le haut commandement allemand autorisât les relations de tranchée à tranchée, entre soldats russes et allemands, pendant la durée de l'armistice. C'est en grande partie par ces contacts et ces « fraternisations » que le bolchevisme a pénétré dans l'armée allemande. Trotsky faisait imprimer deux journaux allemands, *die Fackel* et *der Völkerfriede*, qui étaient distribués, avec toute une littérature de propagande, aux soldats austro-allemands. Le général Hoffmann raconte dans ses *Mémoires* comment il faisait saisir cette littérature qui était ensuite expédiée, par le canal des pays neutres, en France et en Angleterre.

Les négociations auraient pu se prolonger indéfiniment si Kühlmann et Czernin, pour rappeler Trotsky à la réalité, n'avaient pas recouru à une manœuvre de diversion fort adroite. Ils signèrent une paix séparée avec les Ukrainiens qui

avaient formé, après la chute du tsar, un gouvernement indépendant, la *Rada*, sorte d'assemblée nationale. Mais les Puissances centrales avaient encore un autre motif, plus impérieux que le précédent, qui les poussait à conclure une paix avec l'Ukraine.

En ce mois de janvier 1918, l'Allemagne et l'Autriche traversaient une période de troubles politiques et sociaux. A Berlin, sur un mot d'ordre lancé par le parti des socialistes indépendants, ce fut la grève des usines de guerre ; l'appel du comité de grève mettait en tête des revendications ouvrières la « paix sans annexion », pour protester contre la politique allemande, la « politique des généraux », à la conférence de Brest-Litovsk. A Vienne, la grève générale fut également déclarée au milieu de janvier ; sans doute, elle n'avait encore que le caractère d'une simple manifestation, mais les chefs des syndicats firent craindre au gouvernement un mouvement révolutionnaire si la crise du ravitaillement n'était pas enrayée. Seul le blé de l'Ukraine pouvait sauver la situation, pensait le comte Czernin. C'est pourquoi cette paix fut négociée si rapidement. Moyennant certaines concessions, les Ukrainiens signèrent, le 9 février 1918, avec les Puissances centrales, la première paix de Brest-Litovsk que Czernin a appelée une paix alimentaire, *einen Brotfrieden*. En effet, l'Allemagne et l'Autriche se firent livrer l'excédent de la production agricole ukrainienne, soit un million de tonnes de céréales par an.

Les événements d'Ukraine contrarièrent les Russes, mais ne les firent pas encore céder. Trotsky riposta en recourant, à la séance du 10 février — le lendemain de la signature du traité germano-ukrainien — à un stratagème tellement inattendu qu'il prit tout le monde au dépourvu. Le chef de la délégation soviétique déclara soudain, au beau milieu de la discussion, que la Russie renonçait à signer la paix, mais qu'elle considérait dès à présent la guerre comme terminée et que, par conséquent, elle allait démobiliser son armée. Après avoir provoqué la stupéfaction générale par l'annonce de cette situation qui n'était ni la guerre, ni la paix, Trotsky partit pour Pétrograd. Il fallut

huit jours aux Puissances centrales pour se ressaisir et prendre une décision. Kühlmann et Czernin conseillaient d'éviter la rupture, alors que Hindenburg et Ludendorff demandaient au Kaiser, sous menace de démission, de reprendre les hostilités pour obliger les Russes à signer la paix. Le point de vue des généraux prévalut et les armées austro-allemandes avancèrent, sans rencontrer de résistance, à travers les pays baltes en direction de Pétrograd, dont elles n'étaient distantes que de 150 kilomètres.

C'est alors que Lénine, comprenant qu'il fallait signer la paix pour sauver le régime et la révolution, fit son pathétique appel au Comité central du parti communiste, le 17 février, à Smolny, et l'emporta par 7 voix contre 6 en faveur de la paix. « La révolution ne sera pas perdue, déclara-t-il, parce que nous aurons livré aux Allemands la Finlande, l'Esthonie et la Lettonie. » Et la paix de Brest-Litovsk fut signée le 3 mars 1918.

Sokolnikov, qui représentait alors le gouvernement russe à Brest-Litovsk, signa le traité sans en lire le texte, pour bien marquer la contrainte que renfermait cette « paix de violence » qui, disait-il, avait été imposée « dans le but d'étrangler au profit de l'impérialisme mondial la révolution ouvrière et paysanne ». Le traité de Brest-Litovsk devait causer, par sa dureté, un grand tort à l'Allemagne. Le Chancelier de Bülow, qui fut, après Bismarck, l'un des hommes politiques les plus clairvoyants de l'Allemagne moderne, a porté un jugement sévère sur cette paix : « La paix de Brest-Litovsk, écrit-il dans ses *Mémoires*, fut une lourde faute. Il ne fallut aucun héroïsme pour déterminer les bolchevistes à accepter des conditions de paix exorbitantes ; ils voulaient la paix à tout prix, afin de pouvoir se donner entièrement à l'extermination de leurs adversaires intérieurs, et d'autre part Trotsky et consorts se croyaient à la veille de la révolution mondiale et considéraient par conséquent un traité de paix comme provisoire. Mais la paix de Brest-Litovsk nous fit du mal en deux sens. D'abord elle donna au monde entier l'impression que l'Allemagne était brutale et

insatiable, et fournit de nouveau à la propagande française et anglaise des arguments spécieux pour accréditer la fable des plans allemands de domination universelle. En second lieu, ce traité de paix aux contours incertains, qui ouvrait pour l'avenir des possibilités illimitées, éveilla trop d'espérance d'agrandissements territoriaux. »¹

Par l'article 3 du traité, la Russie renonçait, en faveur des Empires centraux, à toute souveraineté sur la Pologne, la Lithuanie, la Courlande, la Livonie, l'Esthonie ; de plus, elle devait reconnaître l'indépendance de la Finlande, de l'Ukraine et de la Géorgie et payer, enfin, une indemnité de guerre de six milliards de marks or à l'Allemagne. Le traité de Brest-Litovsk faisait perdre à l'Union soviétique 34 % de sa population, 32 % de son territoire cultivable, 85 % de ses plantations de betteraves à sucre, 54 % de ses installations industrielles et 89 % de ses mines de charbon alors en exploitation. La Russie d'Europe était démembrée, refoulée de la Baltique et de la Mer Noire. L'œuvre de Pierre le Grand et de ses successeurs se trouvait détruite d'un coup.

L'on comprend que les bolcheviks aient considéré cette paix comme une tache que leur devoir le plus sacré sera d'effacer. « Oui, s'écriait Lénine devant le 7^e Congrès du parti communiste (6-8 mars), cette paix est notre défaite la plus affreuse ; oui, cette paix est une humiliation inouïe pour le pouvoir soviétique ; mais nous ne sommes pas en mesure de forcer l'histoire. »

La paix des Empires centraux avec la Russie devait conduire à la paix avec la Roumanie, l'alliée de la Russie. En effet, du jour où les Russes se retiraient de la guerre, la situation de la Roumanie devenait désespérée puisque les Allemands pouvaient, en traversant l'Ukraine, prendre le front roumain à revers. Le roi Ferdinand dut accepter l'ultimatum que les Empires centraux lui envoyèrent le 1^{er} mars 1918, trois jours avant la signature du traité de Brest-Litovsk. Ce fut l'armistice de Buftai. La paix de Bucarest ne devait être signée que le 7 mai suivant.

¹ *Mémoires du Chancelier Prince de Bülow*, t. III (1909-1919), Paris, 1931, p. 269.

Voici les principales clauses de cette paix, aussi dure que celle de Brest-Litovsk :

La Roumanie céda la Dobroudja aux Puissances centrales qui en donnèrent la partie méridionale à la Bulgarie et placèrent la partie septentrionale sous le condominium austro-allemand. Coupée de l'accès à son seul port sur la Mer Noire, Constanza, qui fut placé sous contrôle austro-allemand, la Roumanie se vit en outre imposer une rectification de sa frontière avec la Hongrie, de manière à rendre cette frontière tout à fait indéfendable. Les Empires centraux gardèrent aussi dans leur besace la Bessarabie que Bismarck avait rendue à la Russie en 1878 et qui s'était érigée en république moldave indépendante après la révolution bolchéviste. Cette province pouvait convenir ultérieurement soit à l'Ukraine, soit à la Roumanie, selon que l'une ou l'autre la mériterait par un asservissement plus docile. Le royaume de Roumanie se vit, en outre, imposer des clauses économiques extrêmement rigoureuses, consistant dans la main-mise des Empires centraux sur les gisements pétrolifères dont le monopole d'exportation devait passer, pour une durée de 30 à 90 ans, à une société austro-allemande. Le commerce du Danube fut placé sous le contrôle des puissances victorieuses qui créèrent, à cet effet, une Commission des Bouches du Danube. L'Allemagne et l'Autriche s'assurèrent, enfin, toutes les exportations de céréales, de viandes et de fromage de Roumanie jusqu'en 1926.

La paix de Bucarest achevait ainsi l'œuvre de la conférence de Brest-Litovsk : de la Baltique à la Mer Noire, la paix orientale était faite, dictée par les Empires centraux.

* * *

La paix de Brest-Litovsk et son corollaire, la paix de Bucarest, eurent des conséquences très importantes pour la Russie, pour l'Allemagne et pour les Alliés, particulièrement pour les Etats-Unis.

Commençons par la Russie. Pour les bolcheviks, cette paix humiliante, imposée par le vainqueur, signifiait le salut. Le

projet de révolution mondiale ayant échoué, force était aux Soviets de consolider leur pouvoir et de l'étendre à toute la Russie. En consentant un immense sacrifice territorial, Lénine s'était accordé un temps de répit pour discipliner ses partisans, éliminer ses adversaires et organiser la défense du régime contre les attaques des Blancs. La victoire de Kazan, remportée le 10 septembre 1918 sur les contre-révolutionnaires, consolida le pouvoir des bolcheviks et donna raison à Lénine. Sans ce temps de répit, sans la paix de Brest-Litovsk, les bolcheviks auraient vraisemblablement succombé sous les attaques des Allemands ou des forces des généraux blancs. Le monde n'aurait probablement jamais assisté à la vaste expérience du régime soviétique victorieux. L'on peut même se demander si la révolution fasciste et la révolution nationale-socialiste auraient eu la même forme totalitaire, collectiviste et prolétarienne, si la révolution russe n'avait pas réussi.

Quoi qu'il en soit, l'on peut dire que, si le mouvement hitlérien est, sous bien des rapports, un enfant du traité de Versailles, il est aussi — et peut-être surtout — un rejeton de la paix de Brest-Litovsk dont l'essentiel du plan d'extension à l'Est — inspiré par Ludendorff — a été repris par Hitler dans son ouvrage *Mein Kampf*.

Pour l'Allemagne, le traité du 3 mars 1918 eut des conséquences diverses. L'on put croire, au début du moins, que le haut commandement allemand était sur le point de réaliser ses rêves les plus grandioses d'hégémonie militaire et d'expansion politico-économique vers l'Est, puisque, à travers l'Ukraine et le Caucase, la voie était largement ouverte à une pénétration en Perse et en Afghanistan où l'Allemagne pourrait combattre l'influence anglaise et agir directement sur les Indes britanniques.

Ce rêve ne se réalisa pas et le haut commandement allemand eut de bonne heure des déceptions. Pour assurer les transports des livraisons de blé et de pétrole d'Ukraine et de Roumanie et pour maintenir l'ordre dans les pays occupés, Ludendorff fut obligé de laisser une cinquantaine de divisions à l'Est; il en envoya en Finlande pour réprimer un putsch bolchéviste, dans

les pays baltes, en Ukraine, en Roumanie, dans le Caucase et en Crimée. Malgré cela, les livraisons de produits agricoles et de matières premières n'atteignirent jamais les quantités prévues par les traités.

Ces circonstances défavorables ne permirent pas au haut commandement allemand de réaliser le but initial des traités de Brest-Litovsk et de Bucarest. Ludendorff avait cherché à se libérer dans l'Est pour pouvoir engager plus de troupes à l'Ouest. Le million d'hommes qu'il dut maintenir sur place, contre son gré, de la Baltique à la Mer Noire, fut la rançon de cette extension démesurée. Les quelques divisions de cavalerie allemandes qui auraient suffi, de l'avis des historiens militaires français et anglais, à élargir la brèche dans les lignes alliées, lors de l'offensive de mars-avril 1918, et à provoquer une retraite générale sur le front de France, ne purent être retirées des territoires de l'Est.

Les conditions de Brest-Litovsk eurent encore d'autres conséquences pour l'Allemagne, qui s'aperçut trop tard qu'elle n'était pas immunisée elle-même contre le virus qu'elle avait injecté à la Russie en y envoyant Lénine dans son fameux wagon plombé. L'état-major impérial n'avait pas prévu alors qu'une année plus tard, un ambassadeur soviétique, nanti des privilèges et immunités diplomatiques, résiderait à Berlin et que cet ambassadeur serait précisément Joffe, le chef de la délégation soviétique à Brest-Litovsk. Joffe rallia autour de lui les révolutionnaires et les socialistes allemands et finança largement le mouvement communiste des « Spartakistes ». Il est établi que l'ambassadeur soviétique disposait alors d'une somme de 12 millions de marks pour sa propagande dans le Reich. Lorsque Joffe fut expulsé du territoire allemand, en octobre 1918, il était trop tard. Le parti communiste allemand était créé dès avant la fin de la guerre. Il allait se développer très rapidement sous la république de Weimar, puisqu'aux élections de février 1933, il recueillera près de cinq millions de voix.

Chose curieuse, les traités de Brest-Litovsk et de Bucarest

eurent, pour les Puissances alliées et associées, au moins la même importance que pour les parties contractantes. La révélation de la politique d'annexion, pratiquée par le militarisme prussien victorieux à Brest-Litovsk et à Bucarest, fut un motif de découragement sérieux pour les nombreux pacifistes européens qui avaient cru à une paix de compromis. Les conditions imposées par les Allemands aux Russes et aux Roumains firent renoncer les Alliés à l'idée d'un arrangement et déterminèrent notamment les Américains à préciser leurs buts de guerre dans le sens d'une plus grande intransigeance à l'égard de l'Allemagne.

* * *

Durant la première année de la participation des États-Unis à la guerre, les Alliés — ou Associés, comme on disait à Washington — avaient senti une certaine tiédeur dans la politique du président Wilson. Celui-ci faisait, depuis le mois d'avril 1917, une distinction très nette entre le peuple allemand — pour lequel il déclarait n'éprouver aucune antipathie — et ses chefs dont il voulait la disparition. « Guerre à l'impérialisme allemand, paix avec le libéralisme allemand », tel était le thème des principaux messages présidentiels. Wilson cherchait ainsi à convaincre les libéraux allemands d'abandonner la politique de Ludendorff et d'accepter les propositions qu'il persuaderait les Alliés de leur faire. Dans un discours du 4 décembre 1917, Wilson, faisant même une grande et curieuse concession à l'Allemagne, déclara que les États-Unis n'avaient nullement l'intention de changer le régime politique allemand et que la dynastie des Hohenzollern pourrait fort bien être maintenue, à condition toutefois que le pouvoir de la caste militaire fût définitivement brisé. C'est dans cet esprit que Wilson énonça, dans son message du 8 janvier 1918, ses fameux « Quatorze points », dernière tentative de conciliation. La réponse peu satisfaisante du gouvernement allemand aux propositions wilsoniennes et, deux mois plus tard, la dureté excessive des conditions de la paix de Brest-Litovsk, ratifiée à la majorité

par le Reichstag, provoqueront un brusque revirement chez le président Wilson. Il considéra dès lors comme impossible de conclure une paix de compromis avec le gouvernement qui avait imposé les traités de Brest-Litovsk et de Bucarest.

Ce changement de politique fut rendu public dans un discours prononcé par le président Wilson à Baltimore le 16 avril 1918 — un mois et demi à peine après Brest-Litovsk. Dans ce discours le président exposait sa nouvelle résolution : « Je suis prêt, déclarait-il, à discuter à tout moment d'une paix équitable et honnête qui donnera les mêmes droits aux forts et aux faibles, à condition que cette paix soit proposée avec sincérité. Lorsque j'ai moi-même proposé une telle paix, la réponse a été donnée par les chefs allemands en Russie et je ne puis me tromper sur la signification de cette réponse... J'accepte le défi... L'Allemagne a dit une fois de plus que la force, et la force seule, décidera du règne de la justice et de la paix dans les affaires de ce monde. Aussi n'y a-t-il, pour nous, qu'une réponse à faire : la force, la force au suprême degré, la force sans restriction ni limites, la force juste et triomphante qui fera du droit la loi de l'univers et qui renversera toute domination égoïste. »¹

Ainsi, le traité de Brest-Litovsk avait privé les Allemands de la possibilité d'user des « Quatorze points » comme base de négociations avec les Alliés. Le 21 septembre 1918, Ludendorff, qui avait étalé devant lui une grande carte des opérations militaires, s'entretenait avec le nouveau secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, von Hintze, et lui posa la question suivante : « N'avez-vous pas l'intention d'entrer en négociations avec le président Wilson ? » Von Hintze comprit le sens de cette question. La première note d'armistice, rédigée à la demande de von Hintze, le 4 octobre, par le prince Max de Bade, Chancelier de l'Empire, et transmise au président par l'entremise du gouvernement suisse, se référait effectivement aux quatorze points de Wilson. Mais la réponse des Alliés fut un refus net : « Les propositions du président Wilson étaient l'expression d'une

¹ Charles SEYMOUR, *The Intimate Papers of Colonel House*, t. III, pp. 425-27.

attitude antérieure au traité de Brest-Litovsk, disait le mémorandum anglais. Les quatorze points ne peuvent donc, de ce fait, être considérés comme un exposé complet des conditions de paix. »

Durant les négociations précédant l'armistice du 11 novembre, les Alliés donnèrent une nouvelle interprétation des quatorze points en demandant que l'Allemagne renonçât à toutes ses conquêtes dans l'Est. Le colonel House, qui prépara les conditions de paix pour le président Wilson dont il était le conseiller intime, écrivit dans son projet : « Dans tous les cas, les traités de Brest-Litovsk et de Bucarest doivent être abolis comme étant manifestement de mauvaise foi... Des dispositions spéciales doivent être prises pour le retrait de toutes les troupes allemandes stationnées en Russie et la Conférence de la Paix aura ainsi table rase pour définir une nouvelle politique à l'égard des peuples russes. » ¹

Ce point de vue fut adopté par les Alliés, puisque les articles 15 et 19 du traité d'armistice du 11 novembre 1918 abrogeaient les clauses des traités de Brest-Litovsk et de Bucarest et demandaient la restitution de l'or russe et roumain détenu par les Allemands. Deux jours plus tard, le traité de Brest-Litovsk était formellement dénoncé par les Soviets dans une résolution du Comité exécutif central. Enfin, les clauses de la paix de Brest-Litovsk furent définitivement annulées par l'article 116 du traité de Versailles en ce sens que tous les avantages que l'Allemagne en avait retirés furent perdus pour elle. Mais, si la victoire de l'Entente mit fin aux dures exigences du traité de Brest-Litovsk, les territoires qui avaient été détachés de la Russie ne furent pas restitués par l'Entente à leur ancienne alliée. Il n'y eut de changé que l'appartenance des territoires enlevés aux Russes. C'est pourquoi les Soviets critiquèrent violemment le traité de Versailles et se rangèrent, après la guerre, parmi les révisionnistes, ce qui eut pour effet de rappro-

¹ Charles SEYMOUR, *The Intimate Papers of Colonel House*, t. IV, p. 196 (p. 214 de l'édition française).

cher l'Union soviétique de l'Allemagne jusqu'en 1933. A partir de cette date les visées orientales des dirigeants nationaux-socialistes poussèrent les bolcheviks à se réconcilier avec les Puissances occidentales. Cette politique allait durer jusqu'à la crise actuelle, malgré la volte-face du 23 août 1939 au 22 juin 1941, volte-face qui n'a modifié en rien le but que les Soviets poursuivent depuis un quart de siècle en politique étrangère et intérieure : effacer les conséquences de Brest-Litovsk.

S. STELLING-MICHAUD.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

Ouvrages sur la paix de Brest-Litovsk:

John W. WHEELER-BENNETT, *Brest-Litovsk, the Forgotten Peace, March 1918*, London, Macmillan and Co., in « Studies in Modern History » ed. by Prof. L. B. Namier.

John VOLKWART, *Brest-Litovsk. Verhandlungen und Friedensverträge im Osten, 1917*, Stuttgart, 1937.

Témoignages allemands et autrichiens:

Max von HOFFMANN, *Der Krieg der versäumten Gelegenheiten*, München, 1924; trad. française, *La guerre des occasions manquées*, Paris, 1927.

Ottokar CZERNIN, *Im Weltkriege*, Berlin und Wien, 1919.

Karl Graf von HERTLING, *Ein Jahr in der Reichskanzlei*, Freiburg i.B., 1919.

Th. RODES, *The real von Kühlmann*, London, 1925.

Témoignages russes:

A. JOFFE, *The Fight for peace*, in *Illustrated History of the Russian Revolution*, London, 1928. Cf. également *La pace di Brest-Litovsk nelle Memorie di Joffe in Politica*, Rome et Paris, 1928, fév., pp. 319-330.

G. SOKOLNIKOV, *La paix de Brest-Litovsk* (en russe), Moscou, 1920.

L. KAMENEV, *La lutte pour la paix* (en russe), Petrograd, 1918.

L. TROTSKY, *De la révolution d'octobre à la paix de Brest-Litovsk*, Paris, 1925.

Témoignages français:

Capitaine Jacques SADOUL, *Notes sur la révolution bolchevique*, Paris, 1920.

Général NIESSEL, *Le triomphe des bolcheviks et la paix de Brest-Litovsk, Souvenirs*, Paris, Plon, 1940.

La paix ukrainienne de Brest-Litovsk:

E. BORSCHAK, *La paix ukrainienne de Brest-Litovsk dans Le Monde slave*, année 1929, pp. 32-36, 199-225.

La paix de Bucarest:

D. JANCOVICI, *La paix de Bucarest*, Paris, 1918.